



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 24 novembre 2010

ORDRE DU JOUR :

- 6200 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011
- Rapporteur: M. Alex Bodry
- Echange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

*

Présents: M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Lucien Thiel, M. Michel Wolter

M. Serge Allegrezza, Directeur du Statec
M. Bastien Larue, M. Hans Neumayr, M. Marc Origer, Mme Véronique Sinner, du STATEC

Mme Carole Closener, de l'administration parlementaire

Excusé: M. Lucien Lux

*

Présidence: M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. 6200 **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011**

Echange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

Selon le STATEC, l'économie luxembourgeoise devrait terminer l'année avec une croissance de 3,2%. Cette progression du PIB ralentirait légèrement en 2011 pour s'élever à quelque 3% selon la «Note de Conjoncture n°2-2010» (ci-après «NDC») et le «conjoncture flash» (documents distribués en début de réunion à tous les membres de la commission). Ce niveau, qui se situe certes au-dessus de la moyenne européenne, reste toutefois largement inférieur aux taux de croissance d'avant-crise. L'économie luxembourgeoise qui affiche un écart de production (*output gap*) négatif, se trouve toujours en situation de crise. D'après l'accord bipartite, conclu entre le Gouvernement et les représentants syndicaux, la prochaine tranche indiciaire sera versée au plus tôt le 1^{er} octobre 2011. La prévision du déficit public pour 2010 s'est substantiellement améliorée: à un montant de 1 600 MEUR prévu encore en avril 2010 s'oppose maintenant une estimation de quelque 760 MEUR (équivalent à -1,9% du PIB). Cette amélioration s'explique essentiellement par un niveau de recettes plus élevé que prévu. Le solde public est estimé à -1% du PIB en 2011.

La réunion se poursuit par une présentation *powerpoint* intitulée «Exposé sur la situation conjoncturelle» (cf. Annexe).

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants:

- L'amélioration des estimations du STATEC pour 2010 est essentiellement due à une meilleure observation des recettes. Les graphiques reproduits à la page 85 de la NDC reflètent l'historique des révisions. L'amélioration des estimations pour 2011 s'explique par les effets de base.
- En ce qui concerne les prévisions sur l'inflation, le tableau reproduit à la page 53 de la NDC détaille les hypothèses. D'après les dernières estimations, selon le scénario central, la prochaine tranche indiciaire pourrait échoir au mois de novembre et être versée au mois de décembre 2011.
- Le chômage structurel augmente au Luxembourg depuis une vingtaine d'années. Toutefois en raison des spécificités du marché de travail luxembourgeois, le calcul du taux de chômage structurel s'avère difficile. Les graphiques reproduits à la page 75 de la NDC quantifient certains volets du chômage structurel en illustrant la détérioration des facteurs (notamment de la durée d'inscription).
- Le solde structurel des finances publiques (cf. p. 95 de la NDC) correspond au solde nominal apuré de l'impact de la conjoncture. Le solde structurel, en dépit de son caractère très volatile, permet d'obtenir des indications sur le type de politique budgétaire. Un solde positif reflète une politique budgétaire expansive (2010), en revanche un solde négatif correspond à une politique restrictive (2011).
- La stratégie «UE 2020» et la mise en place de la gouvernance économique européenne impacteront également le calendrier du STATEC. Or, le rythme de travail du STATEC est influencé par la disponibilité des nouvelles données et des comptes trimestriels. Ce qui peut s'avérer problématique, dans la mesure où les prévisions budgétaires devront à l'avenir être accomplies beaucoup plus tôt.

2. COM (2010) 522 Proposition de RÈGLEMENT (UE) n°.../... DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n°1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs

COM (2010) 523 Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des Etats membres

COM (2010) 524 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro

COM (2010) 526 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) no 1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques

- Examen et adoption d'un avis politique

Les membres de la Commission sont d'accord pour ajouter ce point à l'ordre du jour.

Dans la continuité de la réunion du 23 novembre 2010, M. le rapporteur présente aux membres de la Commission un projet d'avis politique (cf. annexe 2) qui décrit un certain nombre de problèmes soulevés par les propositions de texte sous rubrique et qui ont été évoqués lors de ladite réunion.

Les membres de la Commission adoptent à l'unanimité l'avis en question qui sera déposé sous forme de résolution lors d'une prochaine séance publique. La résolution, une fois adoptée, sera adressée aux Présidents de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil européen ainsi qu'à M. le Premier Ministre.

Luxembourg, le 25 novembre 2010

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

Annexe:

Annexe 1: Exposé sur la situation conjoncturelle – STATEC – 24 novembre 2010

Annexe 2: Projet d'avis politique

RESOLUTION

La Chambre des Députés

- Considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;
- Rappelant que la Commission des Finances et du Budget a été saisie des propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil
 - modifiant le règlement (CE) no 1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),
 - sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),
 - modifiant le règlement (CE) no 1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526),

ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des Etats membres (COM (2010) 523),

propositions émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

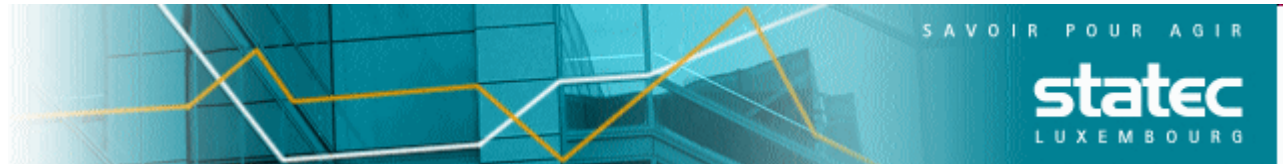
- Constatant que la Commission des Finances et du Budget a adopté lors de sa réunion du 24 novembre 2010 à l'unanimité un avis politique au sujet de l'initiative précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission des Finances et du Budget ayant la teneur suivante:

"La Commission des Finances et du Budget, tout en marquant son accord avec l'approche globale reflétée par les propositions sous rubrique, exprime ses réserves pour les raisons suivantes:

- Les éléments correctifs envisagés risquent de rester lettre morte tant que les sanctions prévues ne sont pas déclenchées de façon automatique selon une procédure précise fixée d'avance;
- L'implication des parlements nationaux dans le processus décisionnel en matière d'établissement de l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) devrait se faire à un stade précoce de la procédure afin que l'exercice des prérogatives constitutionnelles en matière budgétaire soit assuré.

Pour les raisons reprises ci-dessus, la Commission des Finances et du Budget est d'avis qu'il faudrait clarifier les propositions dont question, y apporter les ajustements qui s'imposent et veiller à un équilibre aussi judicieux qu'efficace entre les différents intervenants dans la procédure budgétaire conformément à leurs prérogatives respectives."



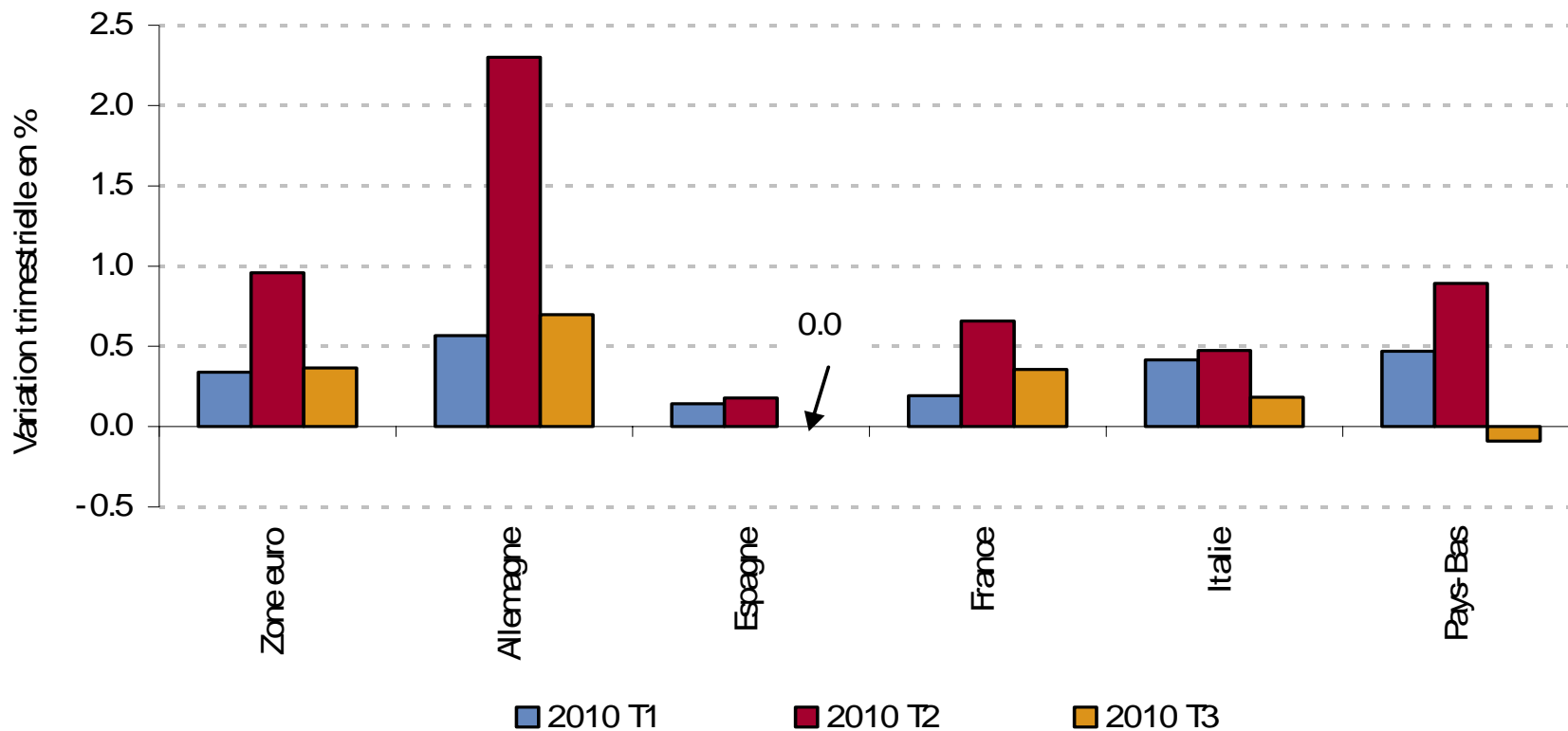
EXPOSÉ SUR LA SITUATION CONJONCTURELLE

STATEC

24 novembre 2010

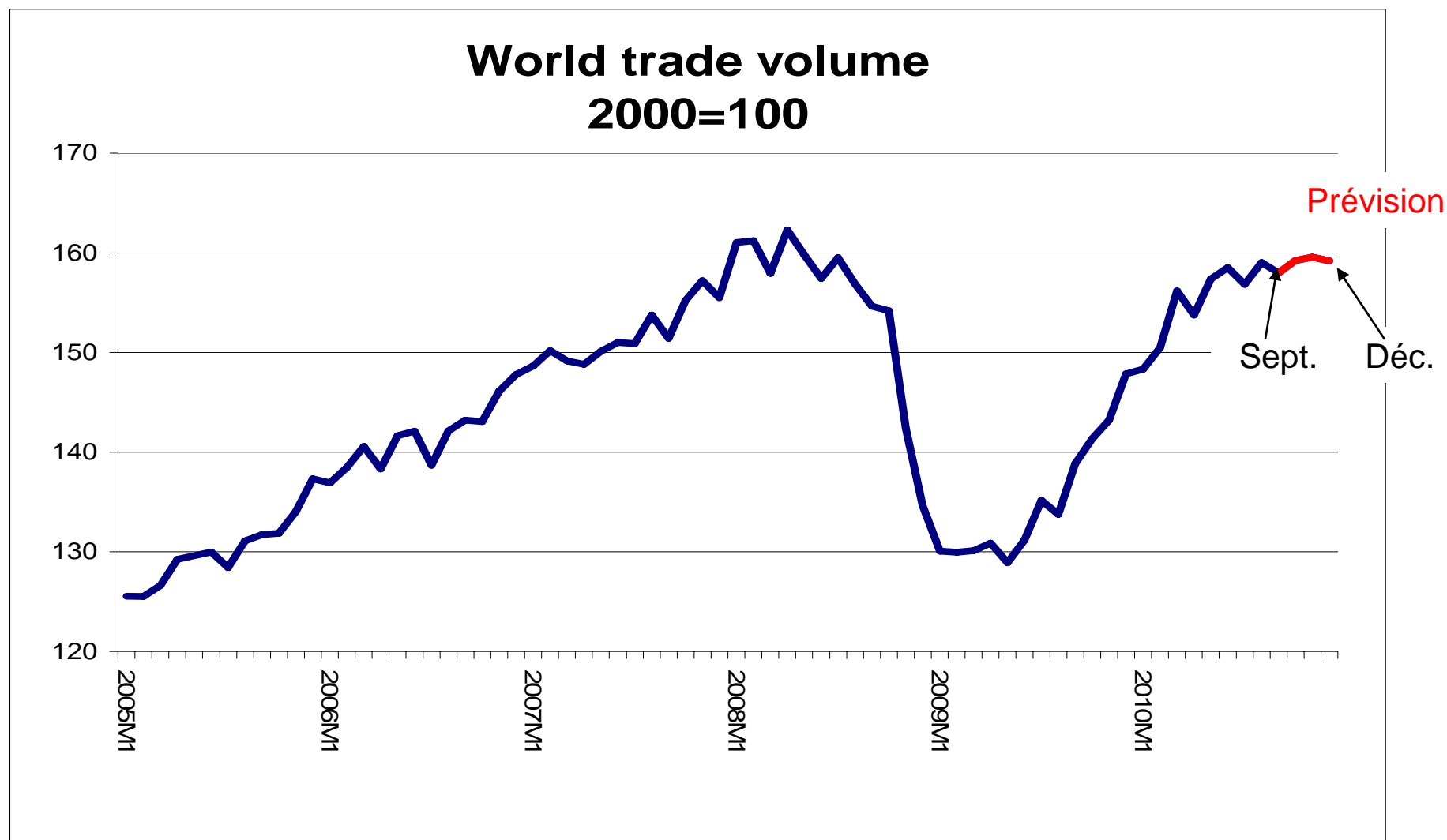


International PIB des principaux Etats membres de la Zone euro en 2010

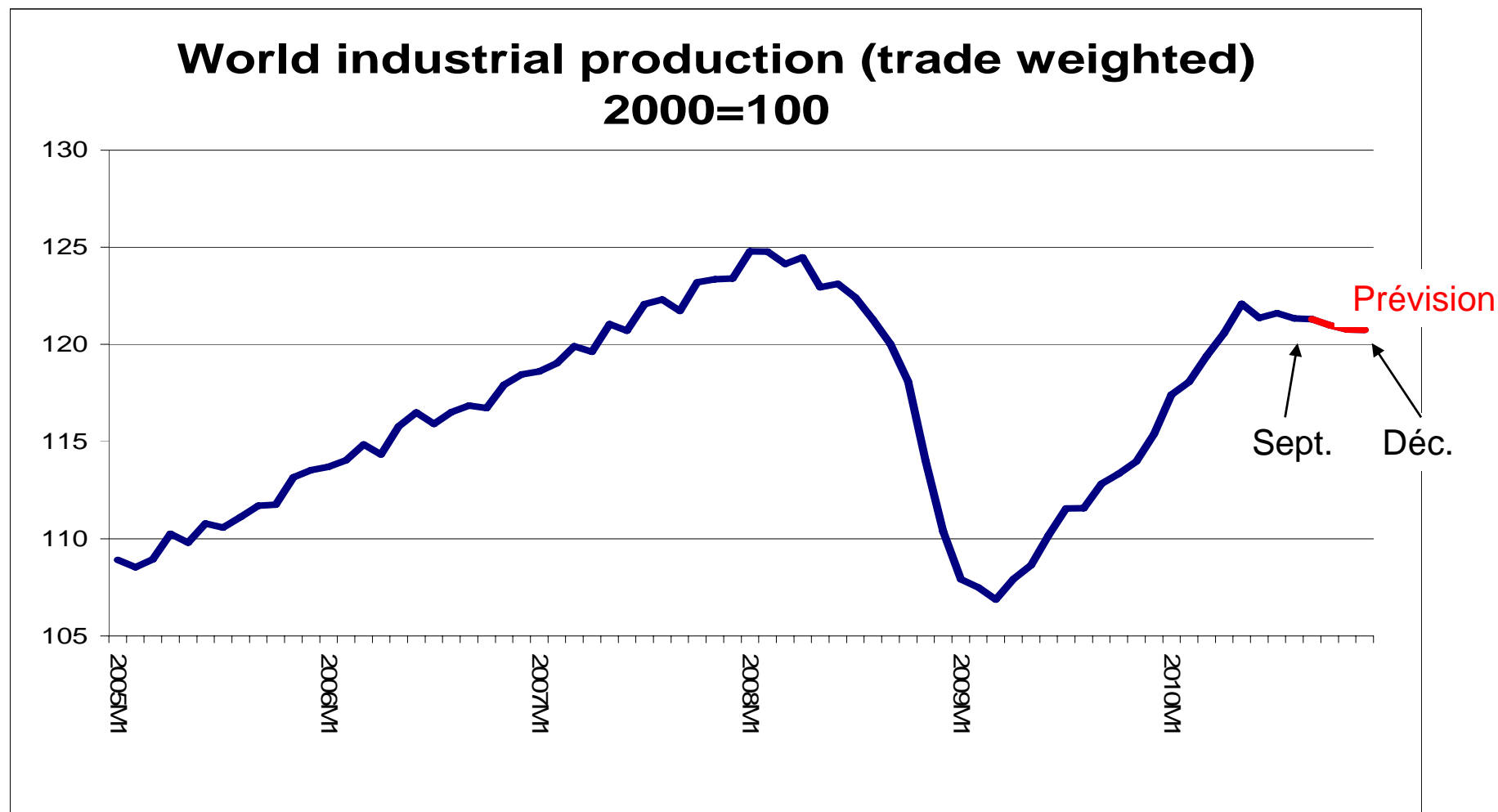


Source: Eurostat (données en volume, désaisonnalisées)

La conjoncture de la zone euro est tirée par l'Allemagne...



...mais un ralentissement conjoncturel est en cours



La production industrielle mondiale devrait continuer à baisser

La situation internationale



PIB vol., évol. %	2010		2011	
	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>
Zone Euro	1.0	1.7	1.8	1.7
USA	3.1	2.7	2.8	2.2
Japon	2.9	3.7	2.1	1.7
Pays émergents et en développement	6.3	7.1	6.5	6.4
Monde	4.2	4.8	4.3	4.2



PIB vol., évol. %	2010		2011	
	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>
Zone Euro	1.0	1.7	1.8	1.7
USA	3.1	2.7	2.8	2.2
Japon	2.9	3.7	2.1	1.7
Pays émergents et en développement	6.3	7.1	6.5	6.4
Monde	4.2	4.8	4.3	4.2

La situation est surtout améliorée en 2010



PIB vol., évol. %	2010		2011	
	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>
Zone Euro	1.0	1.7	1.8	1.7
USA	3.1	2.7	2.8	2.2
Japon	2.9	3.7	2.1	1.7
Pays émergents et en développement	6.3	7.1	6.5	6.4
Monde	4.2	4.8	4.3	4.2

La situation est surtout améliorée en 2010;
perspectives inchangées pour 2011



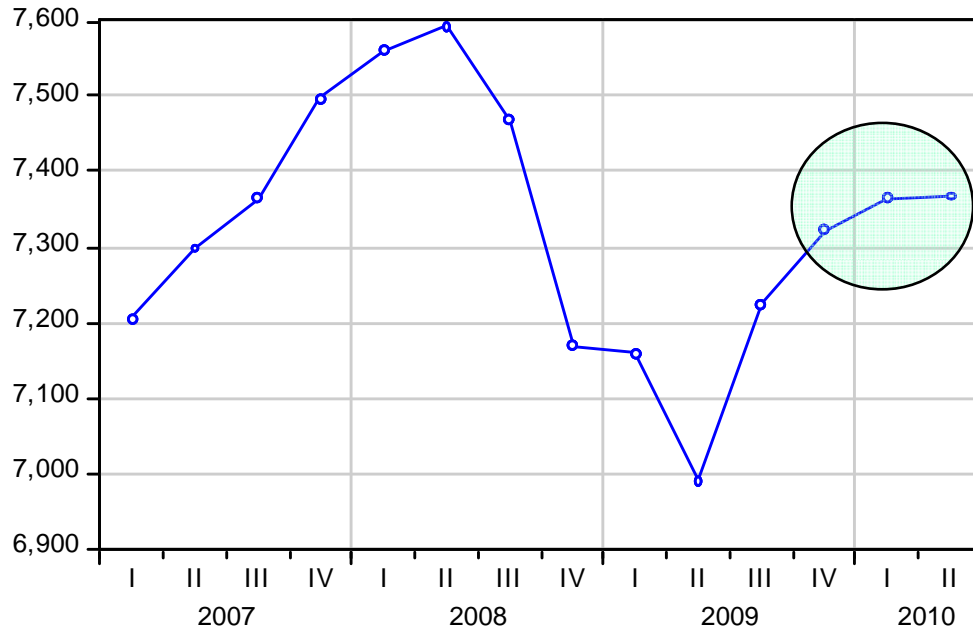
PIB vol., évol. %	2010		2011	
	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>	<i>Printemps 2010</i>	<i>Automne 2010</i>
Zone Euro	1.0	1.7	1.8	1.7
USA	3.1	2.7	2.8	2.2
Japon	2.9	3.7	2.1	1.7
Pays émergents et en développement	6.3	7.1	6.5	6.4
Monde	4.2	4.8	4.3	4.2

La situation est surtout améliorée en 2010;
perspectives inchangées pour 2011

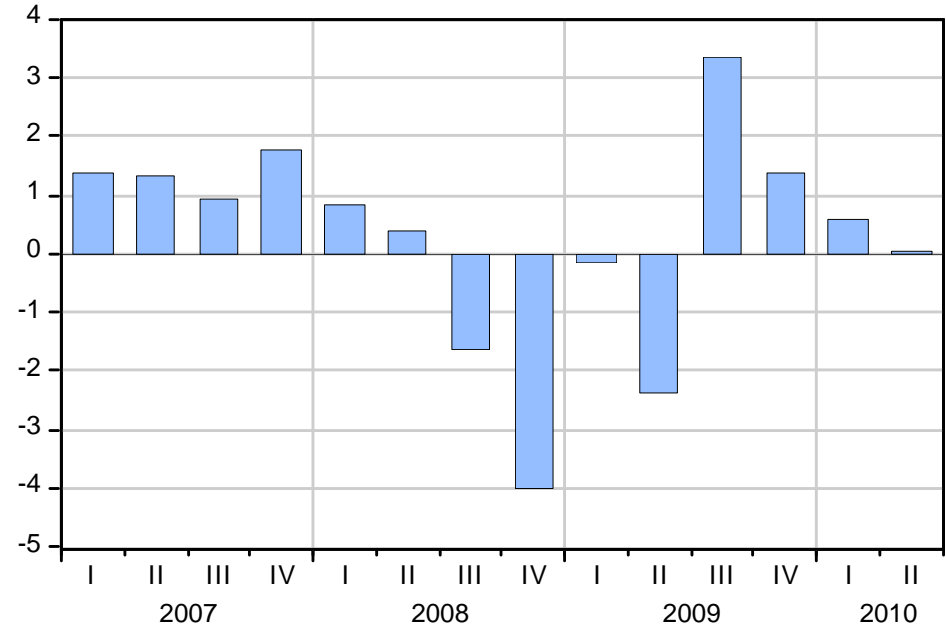
La situation nationale



PIB vol. désais.



PIB vol., désais. (var. %)

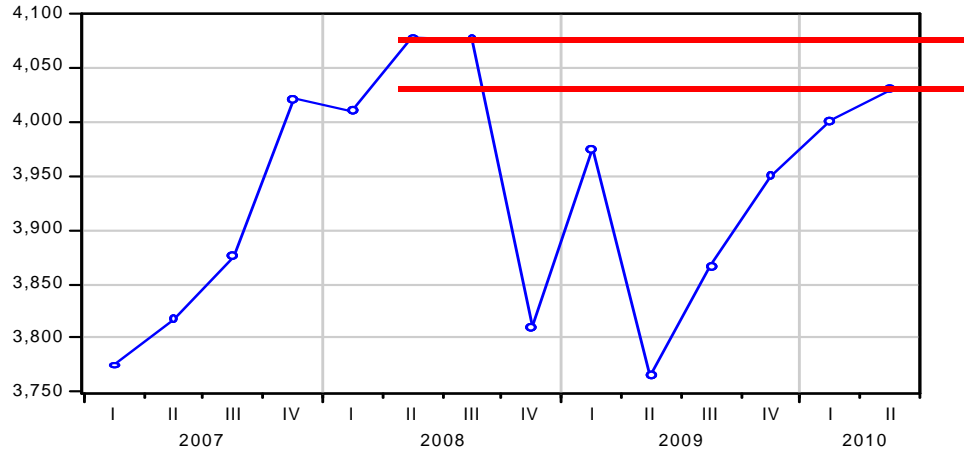


La forte chute de l'activité est enrayée mais la croissance du PIB semble marquer le pas

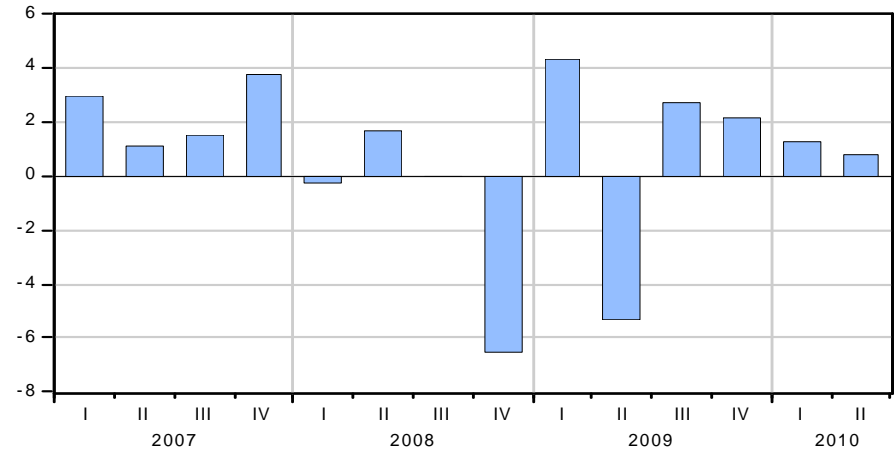
La situation nationale



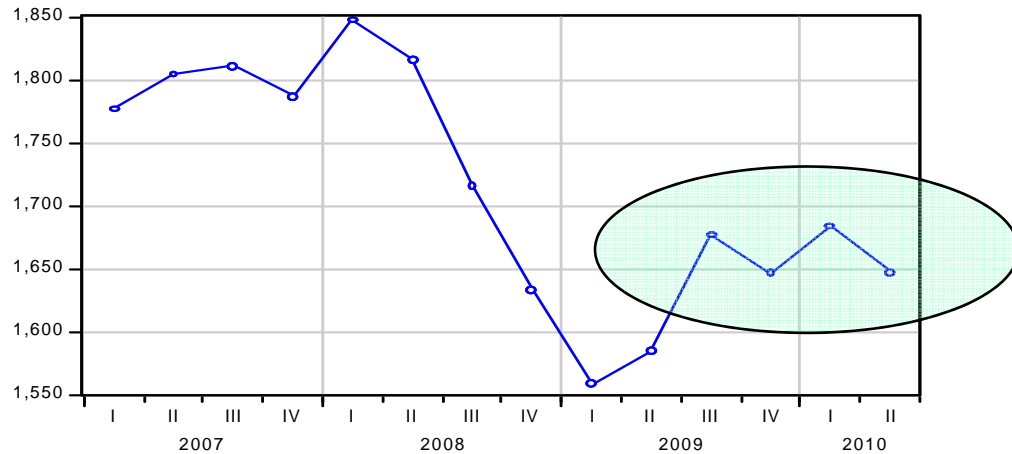
VAB vol. désais. autres branches



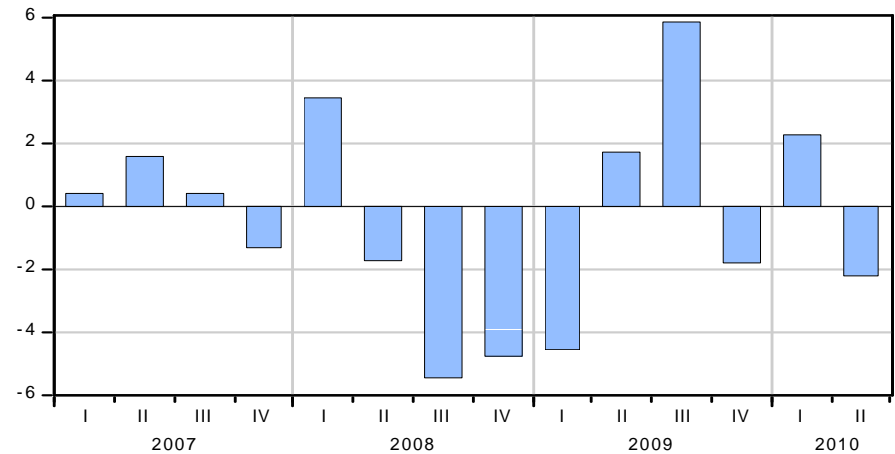
VAB vol. désais. aut. br. (var. %)



VAB vol. désais. sect. financier



VAB vol. sect. fin., désais. (var. %)



Le secteur financier est à la traîne tandis que les autres branches ont pratiquement récupéré



Tendances par branche

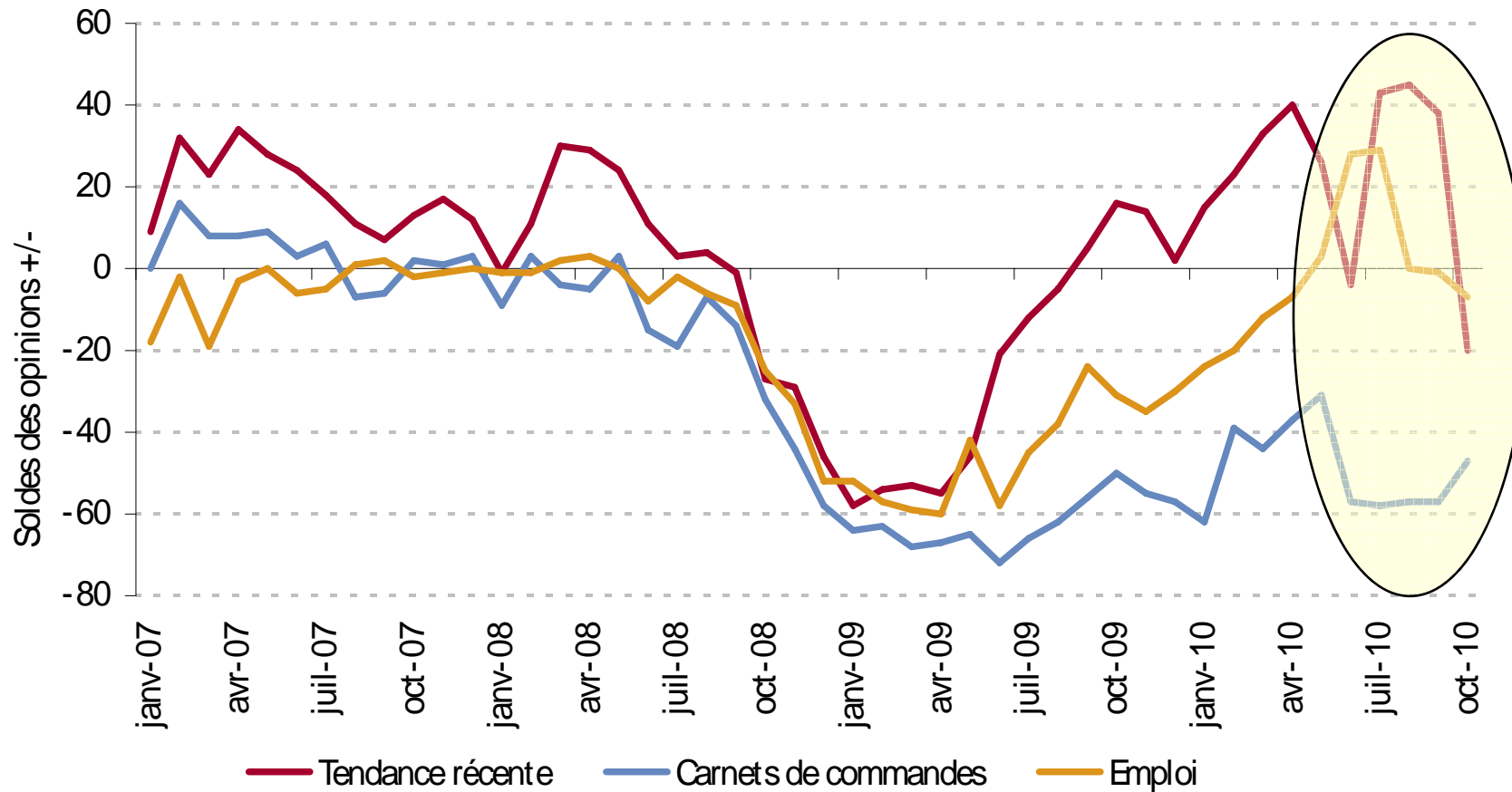
	Activité	Emploi
Industrie	+	+/-
Construction	++	+
Commerce	+	+
Horeca	+	+
Transports et communications	++	+/-
Secteur financier	+/-	+/-
Immobilier, location et services aux entreprises	+	+

La situation nationale



Industrie

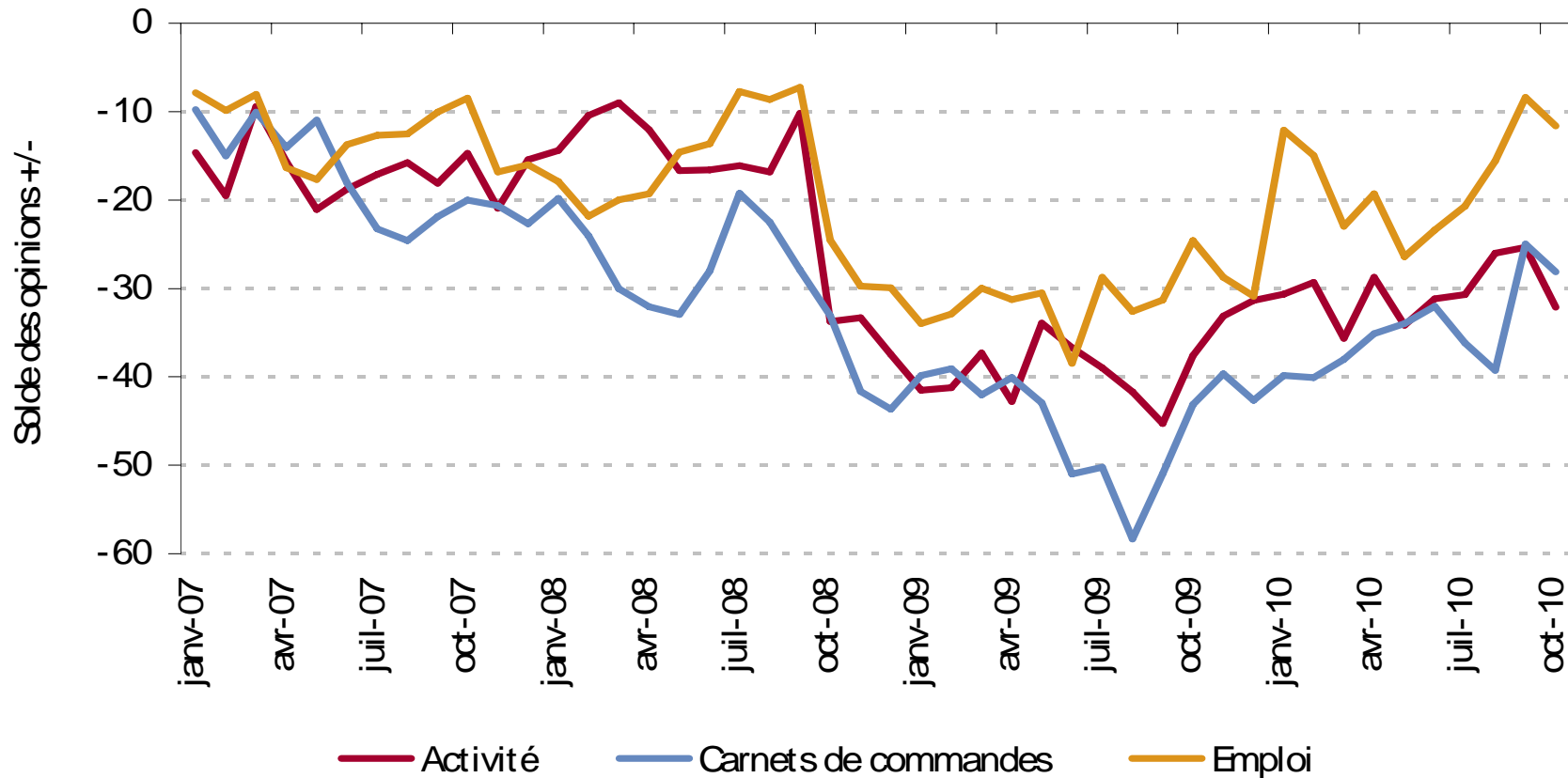
Enquête de conjoncture dans l'industrie



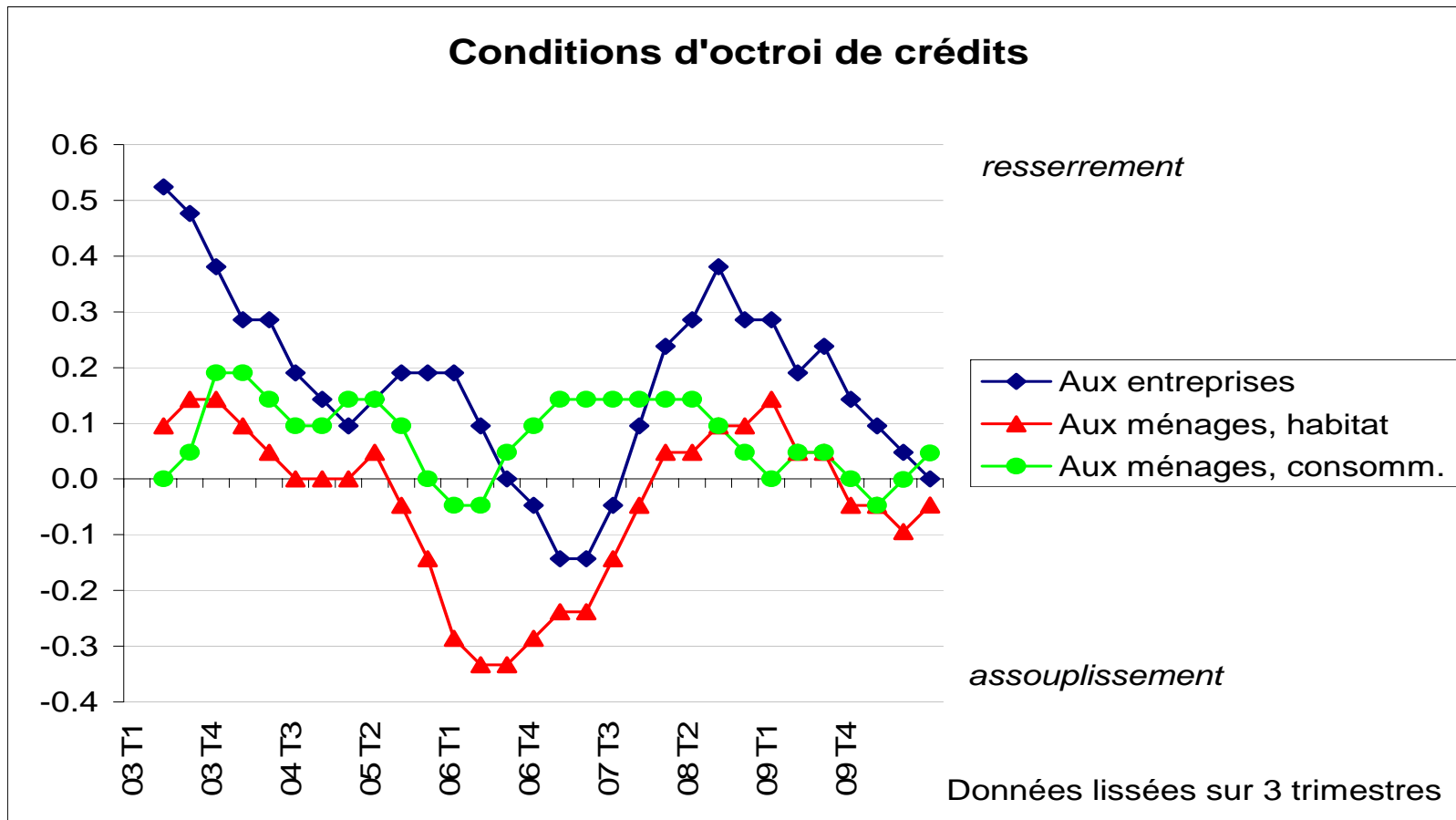
Source: STATEC (données désaisonnalisées)



Construction
Enquête de conjoncture dans la construction

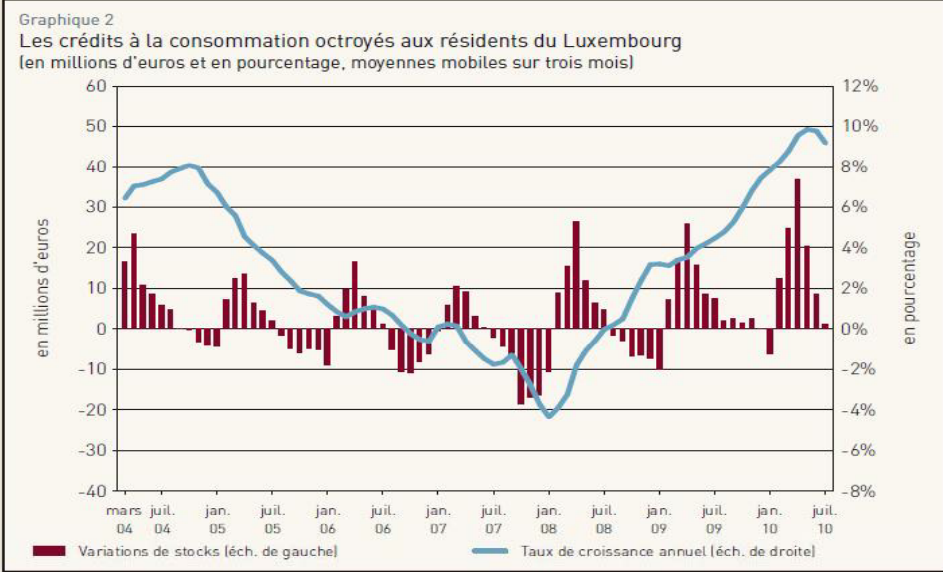


Source: STATEC (données désaisonnalisées)

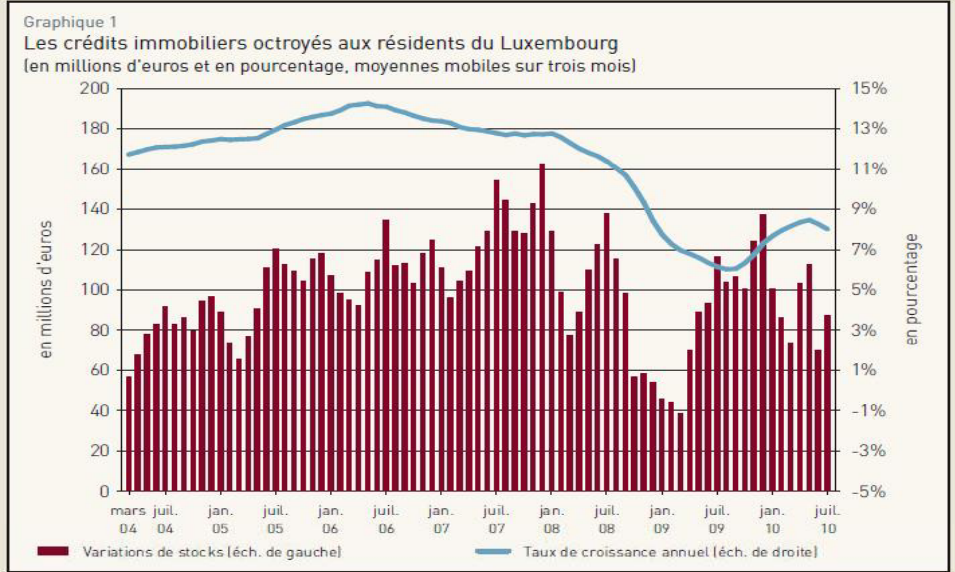


Les conditions d'octroi de crédits se sont beaucoup assouplies...

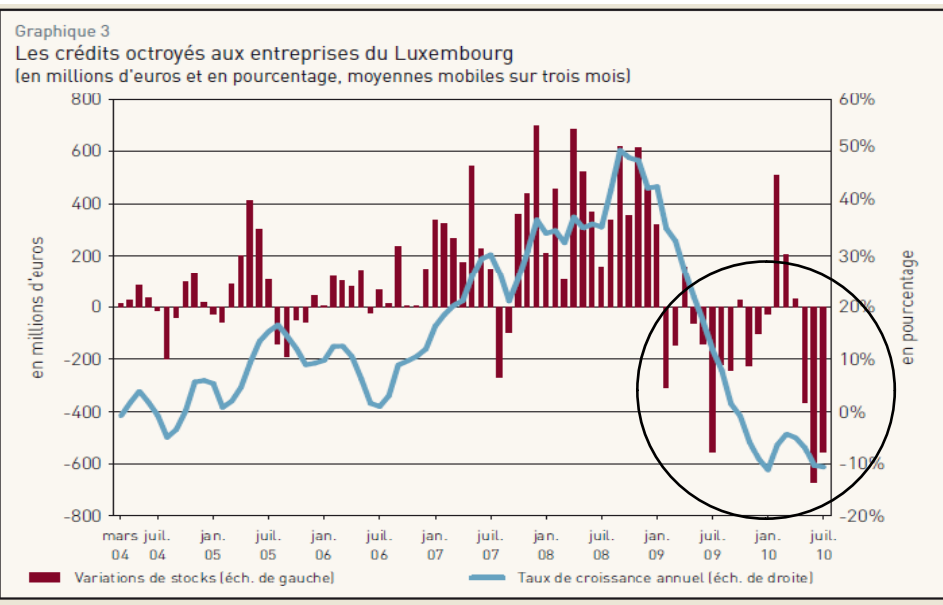
La situation nationale



Source : BCL



Source : BCL

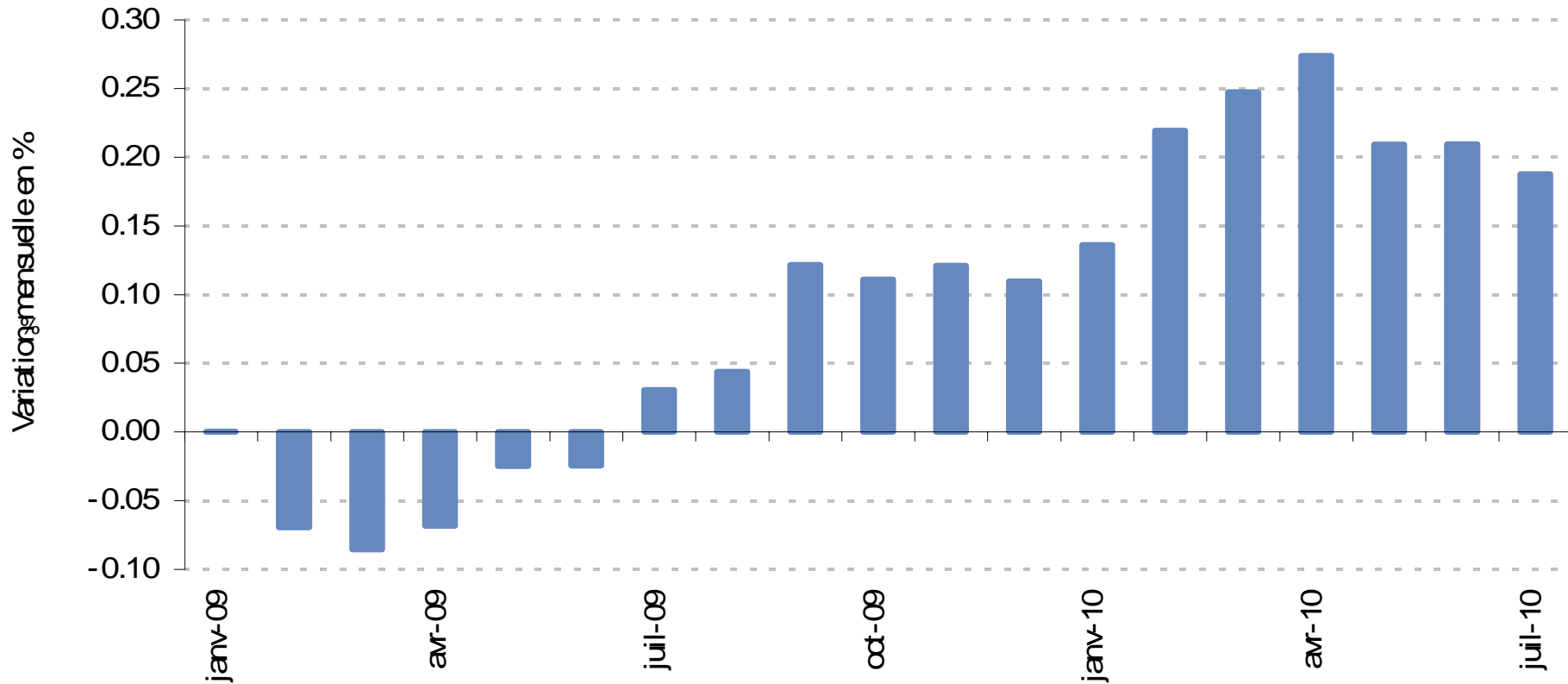


Source : BCL

...mais certaines catégories de crédits restent mal orientées (cf. entreprises)



Emploi salarié intérieur, série désaisonnalisée



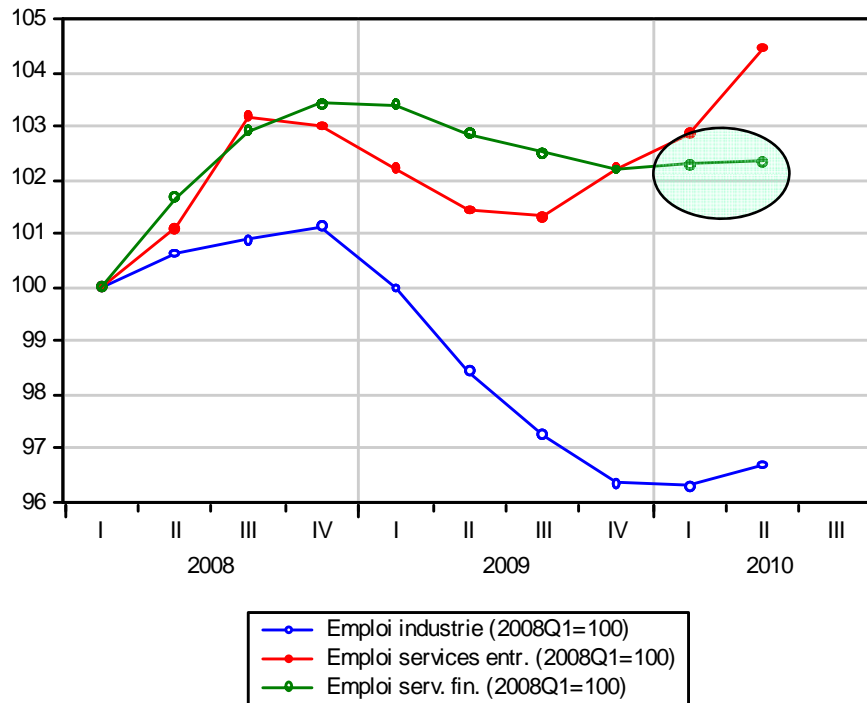
Sources: IGSS, calculs STATEC

L'emploi s'est bien repris mais reste loin de la dynamique pré-crise; un léger ralentissement en cours

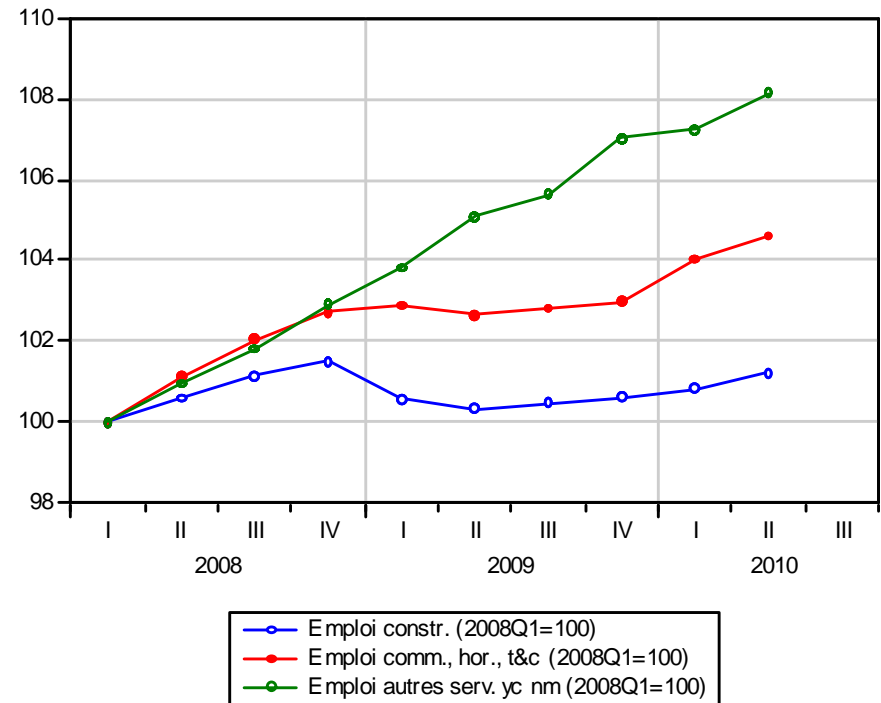
La situation nationale



Branches fortement impactées par la crise

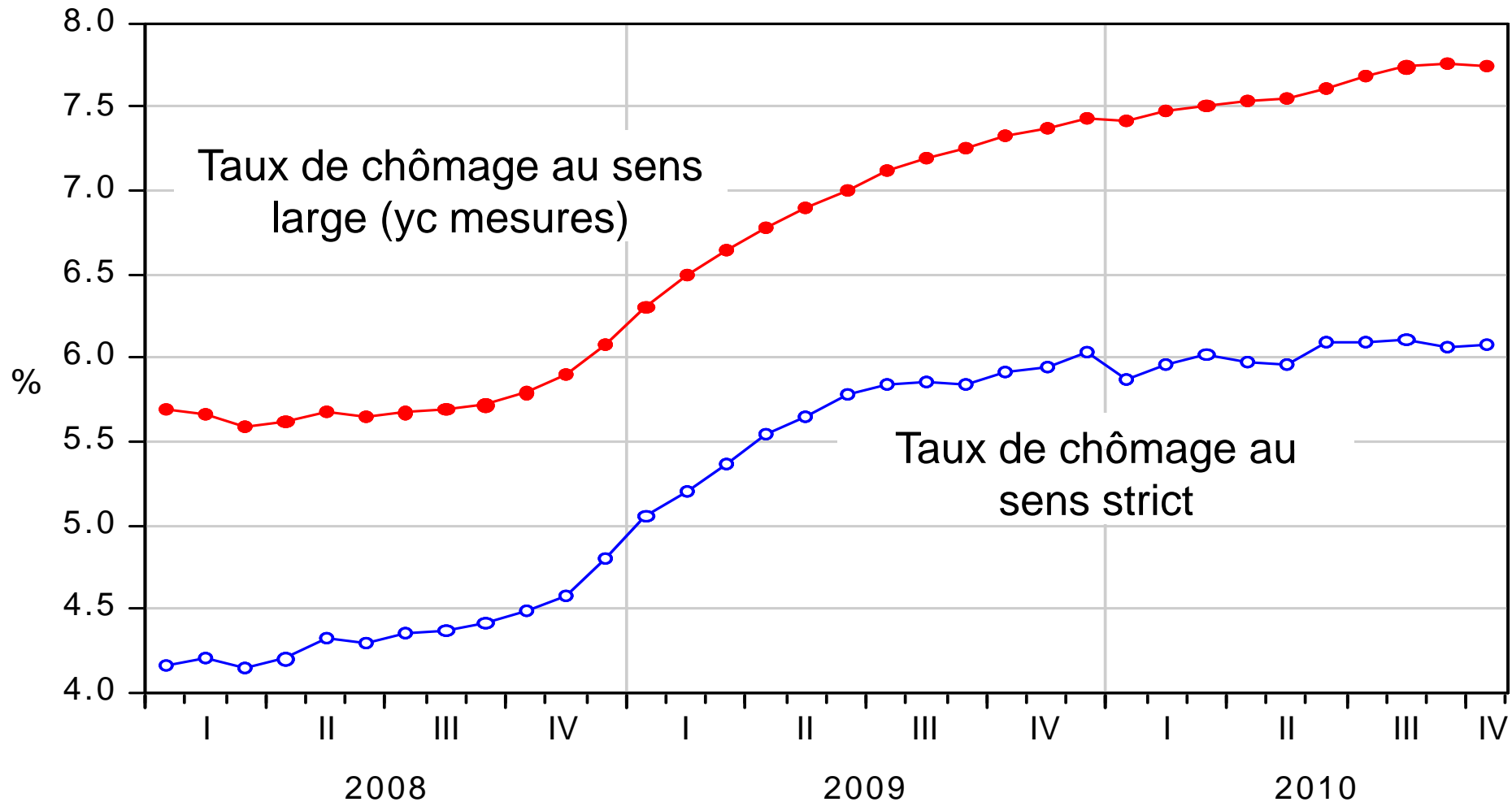


Branches peu impactées par la crise



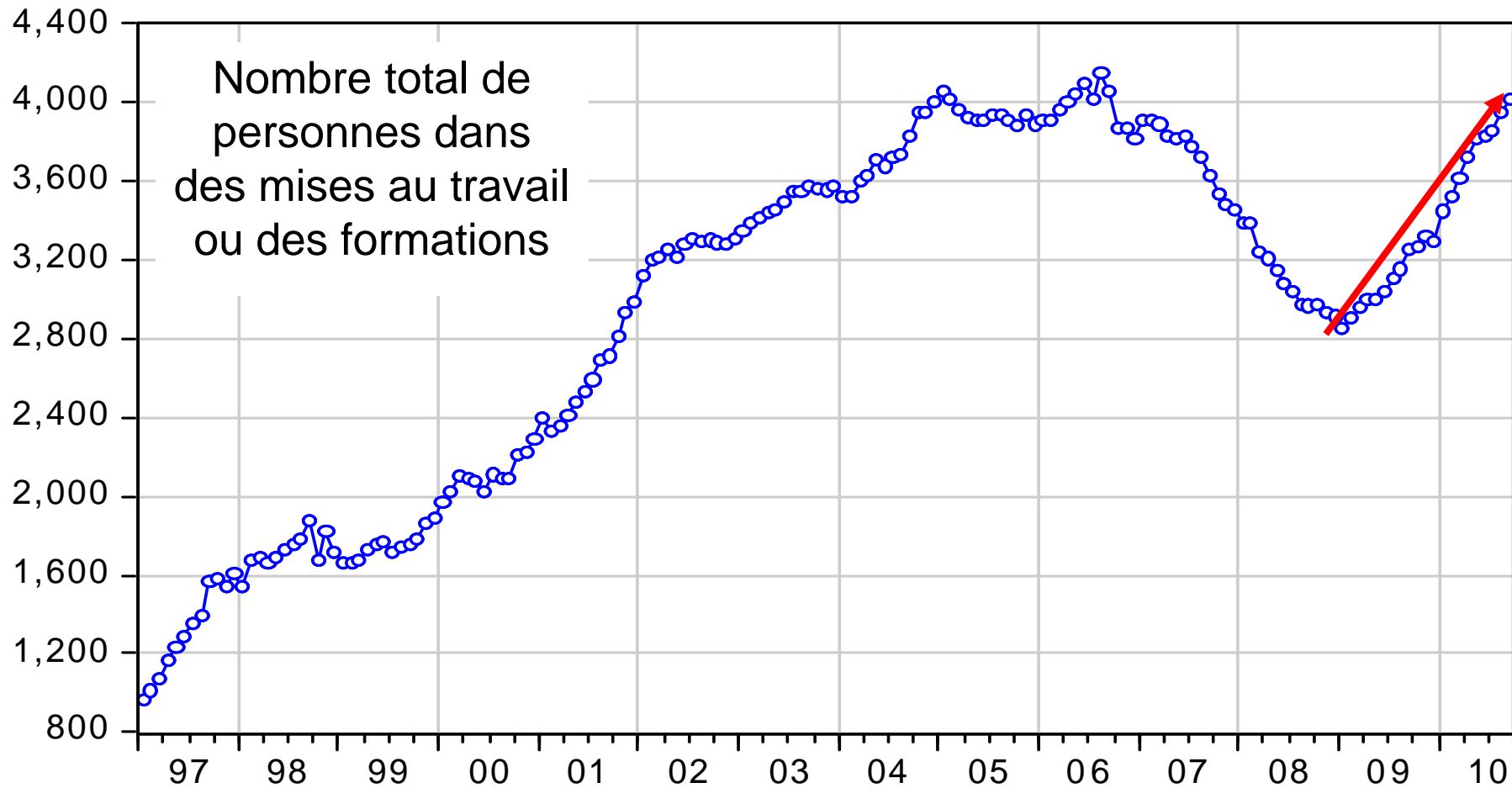
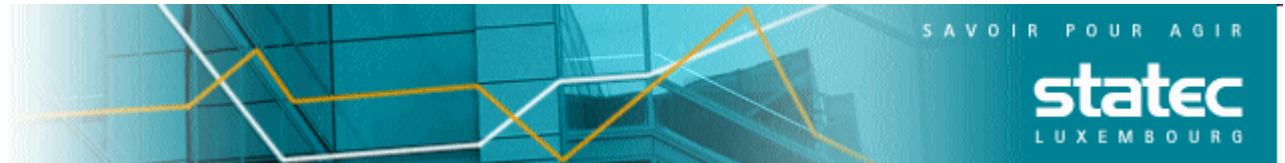
La hausse de l'emploi est bien répartie mais, là-encore, le secteur financier est en retard (mais il a perdu relativement peu d'emplois en comparaison avec 02-03),

La situation nationale



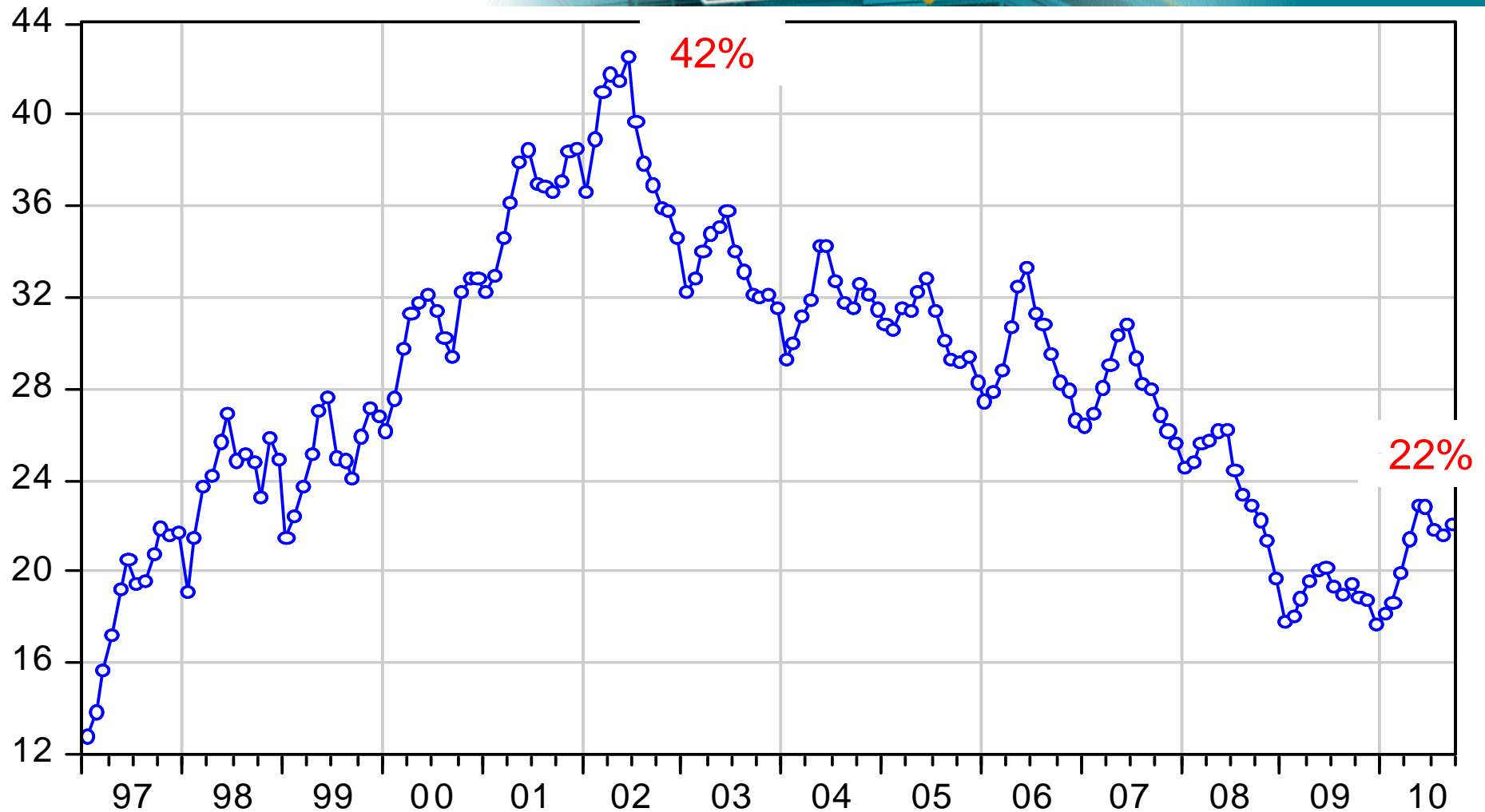
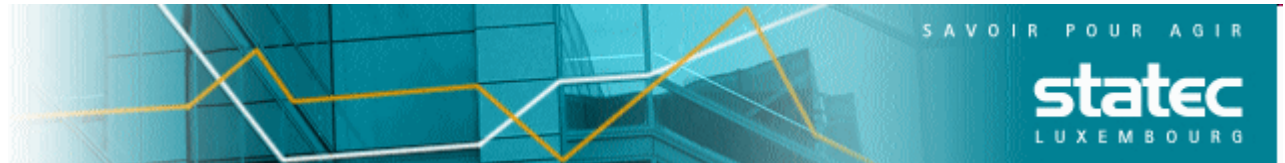
Le chômage au sens strict plafonne, celui au sens large continue d'augmenter

La situation nationale



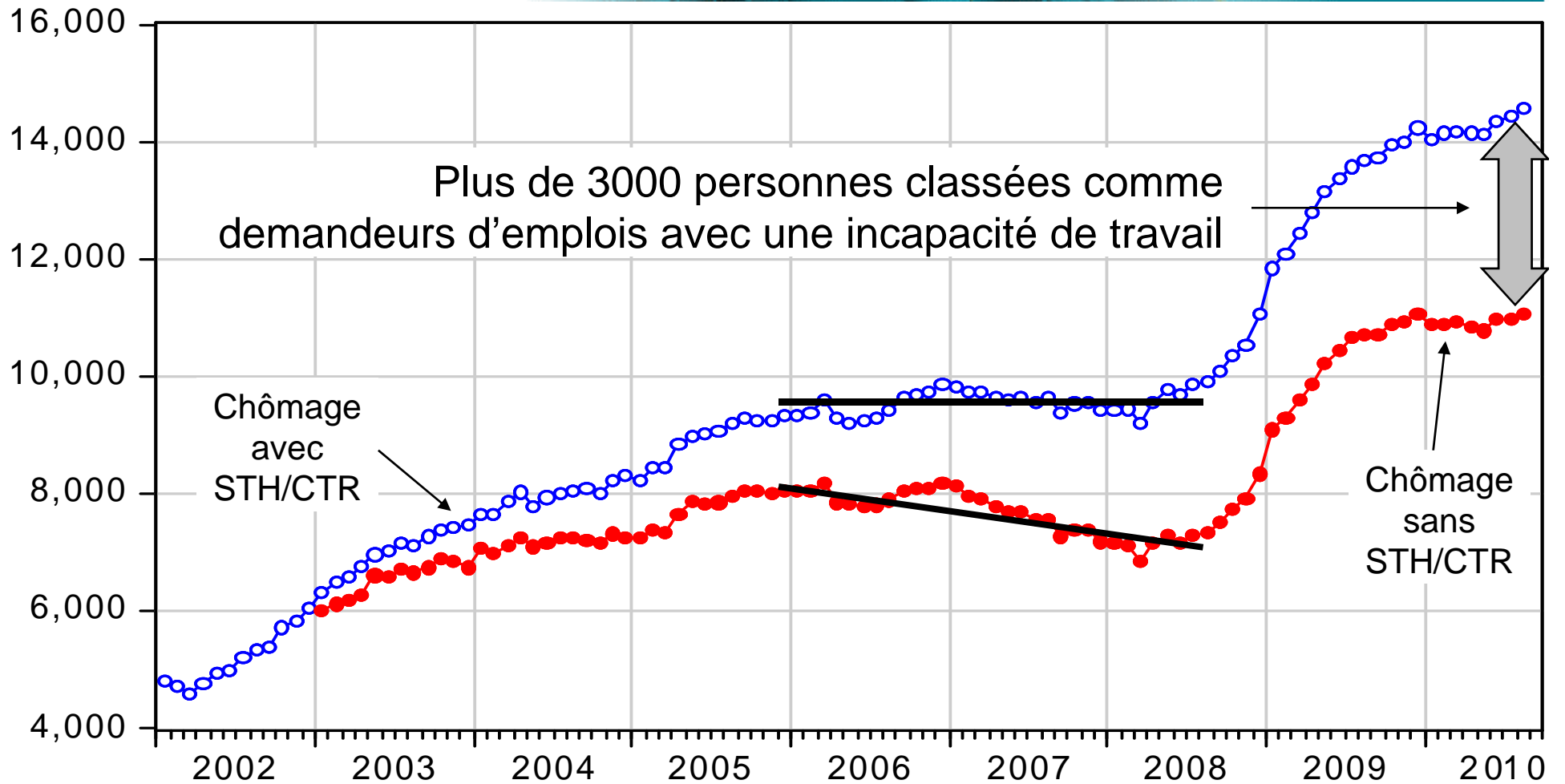
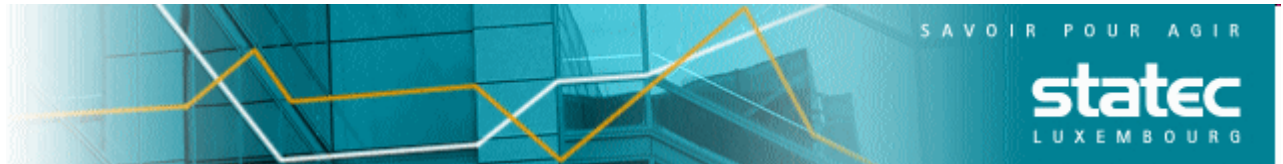
Si le nombre de mesures a beaucoup augmenté depuis la fin 2008,...

La situation nationale



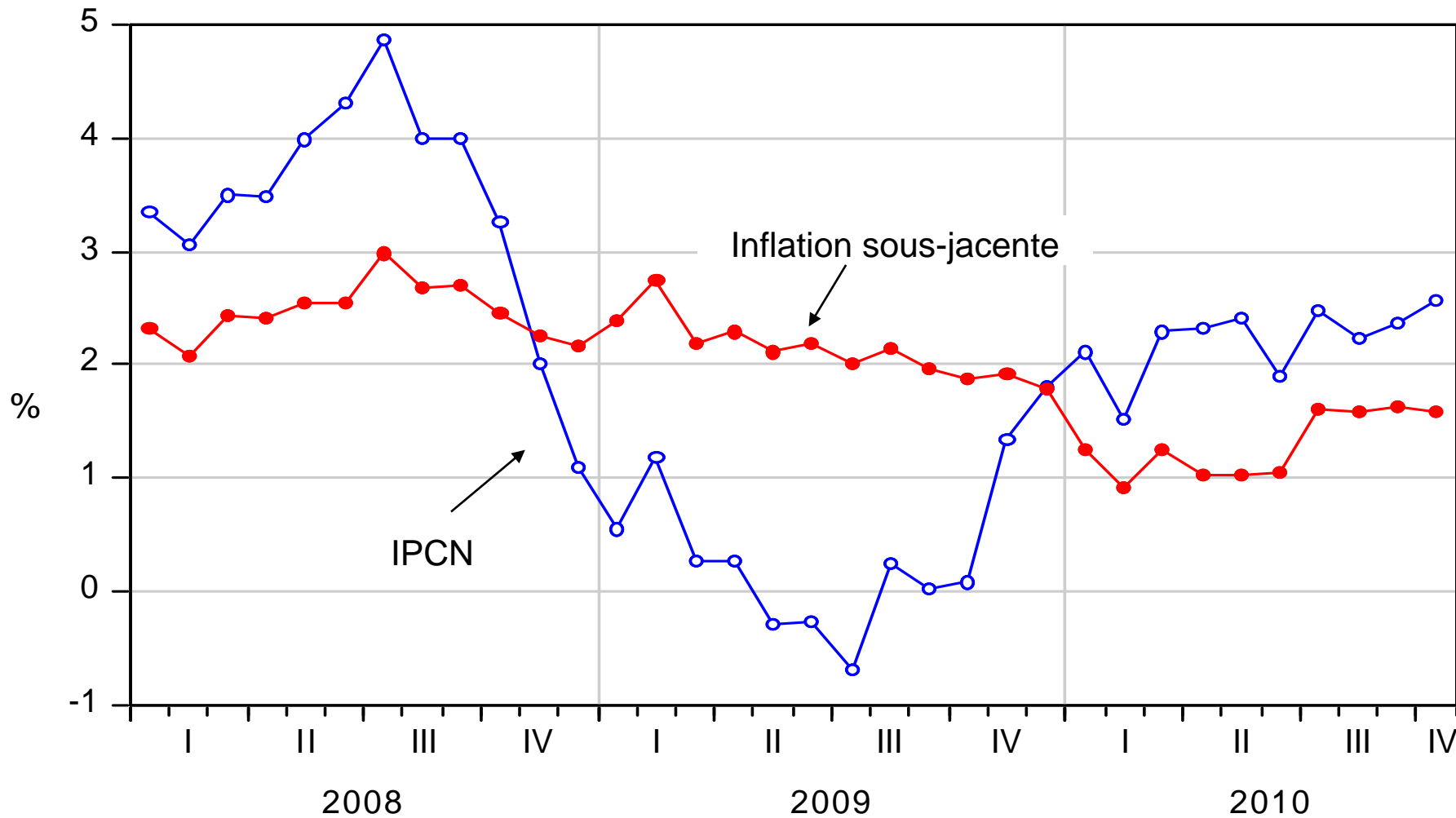
...la part des mesures dans le total du chômage au sens large reste en-dessous des maxima historiques

La situation nationale



La courbe du chômage au sens strict prend une autre allure (entre 2006 et 2008) en enlevant les personnes ayant une capacité de travail réduite et les handicapés (STH/CTR)

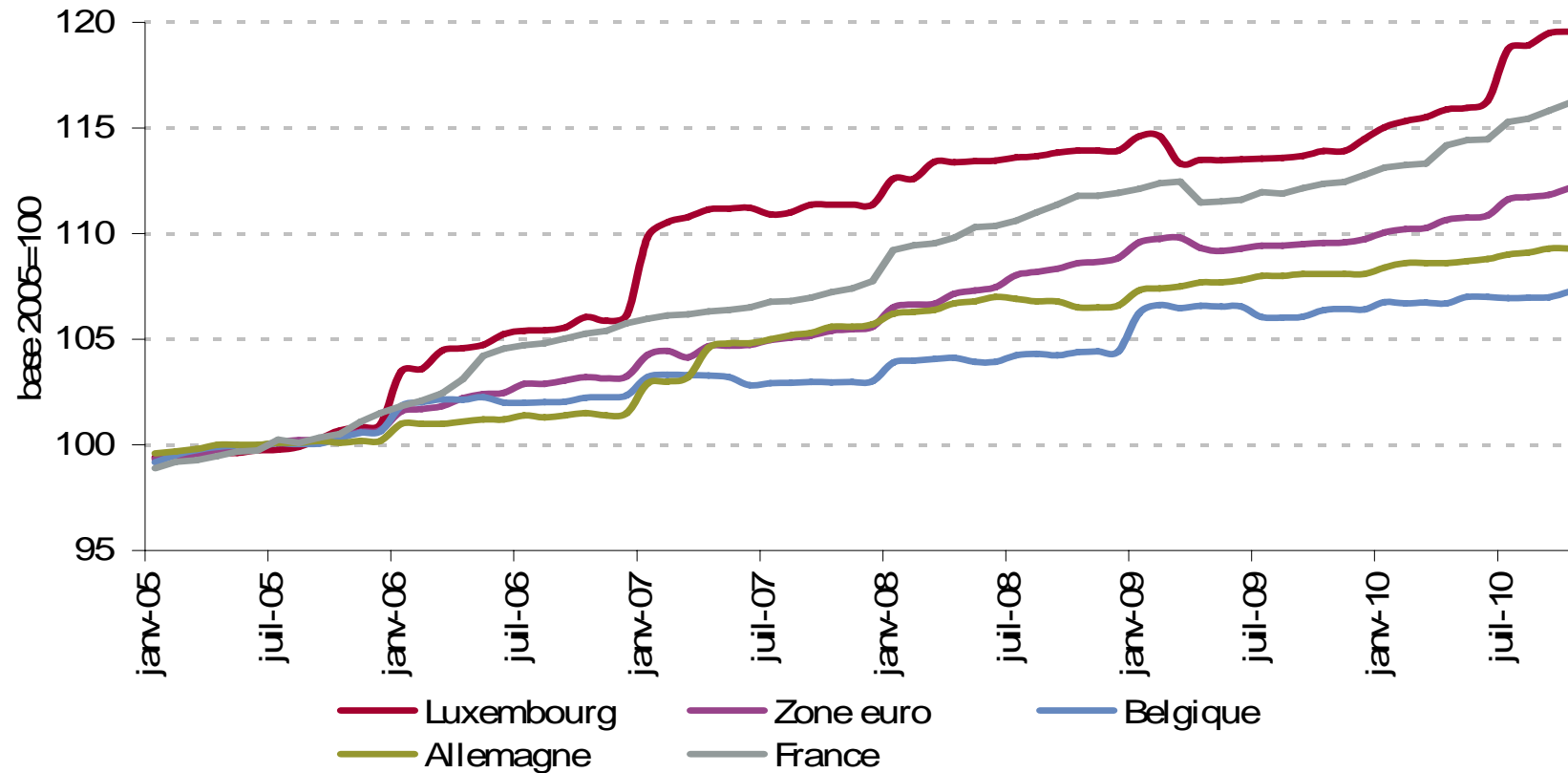
La situation nationale



L'inflation est modérée, l'accélération provenant surtout de la hausse des prix pétroliers



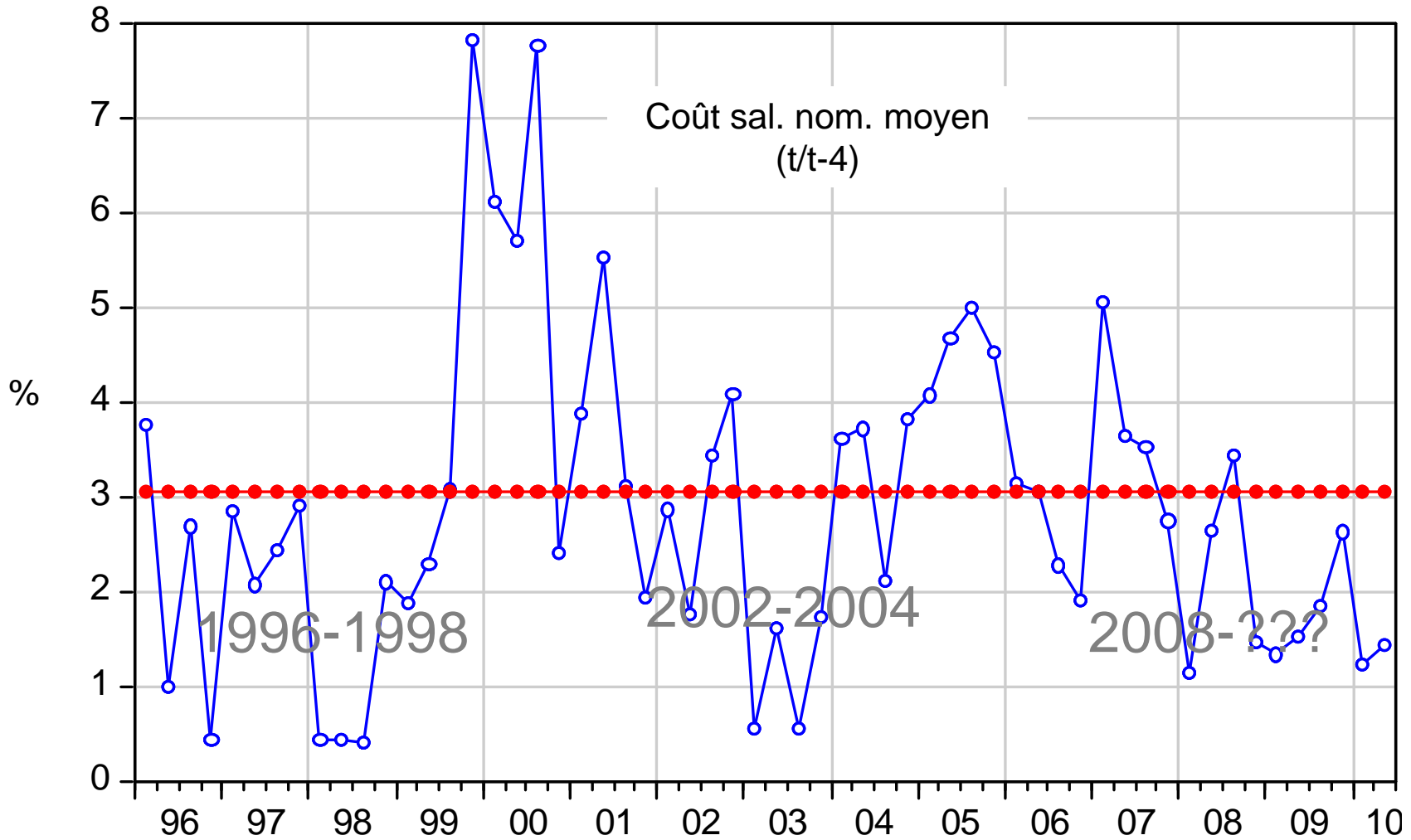
Prix administrés - comparaison internationale



Source: Eurostat

Depuis 2005, les prix administrés ont-ils augmenté de 4.3% en moyenne par an au Luxembourg

La situation nationale



Une hausse des salaires infra-tendancielle, comme lors des phases de ralentissement précédentes

Prévisions



	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô m.	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC

Prévisions



	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô m.	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC

Prévisions



	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô m.	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC

Prévisions



	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô m.	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC

Prévisions



	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô ^m .	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC

Prévisions



	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô m.	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC

Prévisions



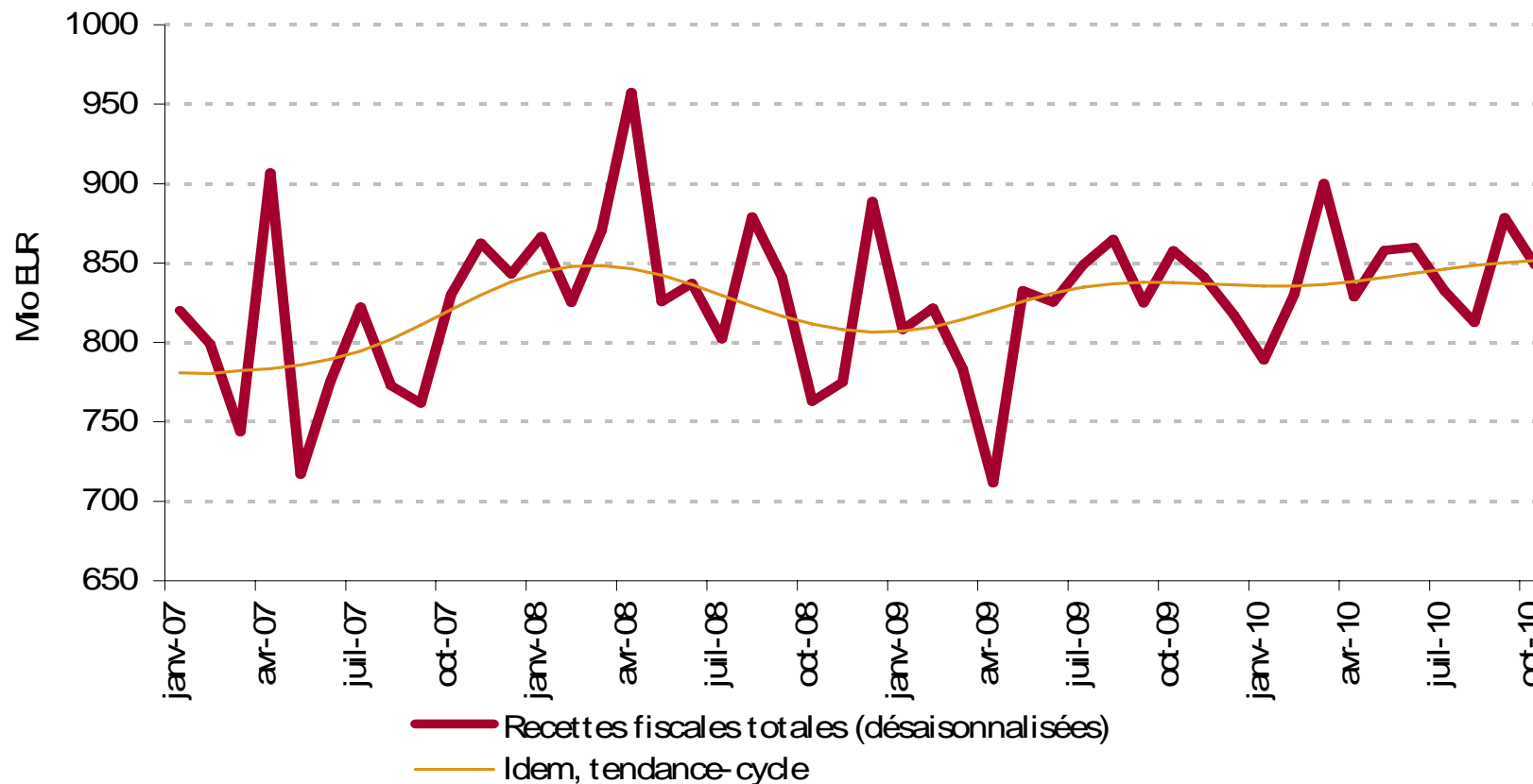
	2009		2010		2011	
	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>	<i>NDC 1-10</i>	<i>NDC 2-10</i>
PIB ze	-4.0	-4.0	1.0	1.5	1.5	1.5
Dem. étr.	-8.3	-8.3	3.7	5.1	4.8	4.8
Eurostoxx	-24.1	-24.1	8.8	9.3	6.9	6.9
PIB Lux.	-3.4	-3.7	3.0	3.2	3.0	3.0
Emploi	1.1	1.0	0.6	1.8	1.1	1.5
Tx chô m.	5.7	5.7	6.0	6.2	6.3	6.5
IPCN	0.4	0.4	2.1	2.2	1.6	1.6
EMS	2.5	2.5	1.7	1.7	1.2	1.4
Salaires	1.7	1.7	2.9	2.2	2.0	1.9
Solde public	-0.7	-0.7	-2.1	-1.9	-1.7	-0.7

Source: STATEC



	2010			2011		
	<i>Min. Fin.</i>	<i>STATEC</i>	<i>BCL</i>	<i>Min. Fin.</i>	<i>STATEC</i>	<i>BCL</i>
Solde (% du PIB)	-2.2	-1.9	-1.8	-1.2	-0.7	-1.3
Recettes tot.	3.9	4.7	4.7	5.4	5.6	5.2
Dép. totales	7.6	7.6	7.4	3.1	2.8	3.9
PIB vol. (var. %)	3.0	3.2	na	3.0	3.0	na
PIB val.	4.7	5.9	na	5.0	4.7	na

Le solde public devrait se situer aux alentours de -2% en 2010 et aux alentours de -1% en 2011 (moyennes des prévisions)



Source: STATEC

Recettes fiscales mensuelles: poursuite de la hausse à un rythme plus modéré

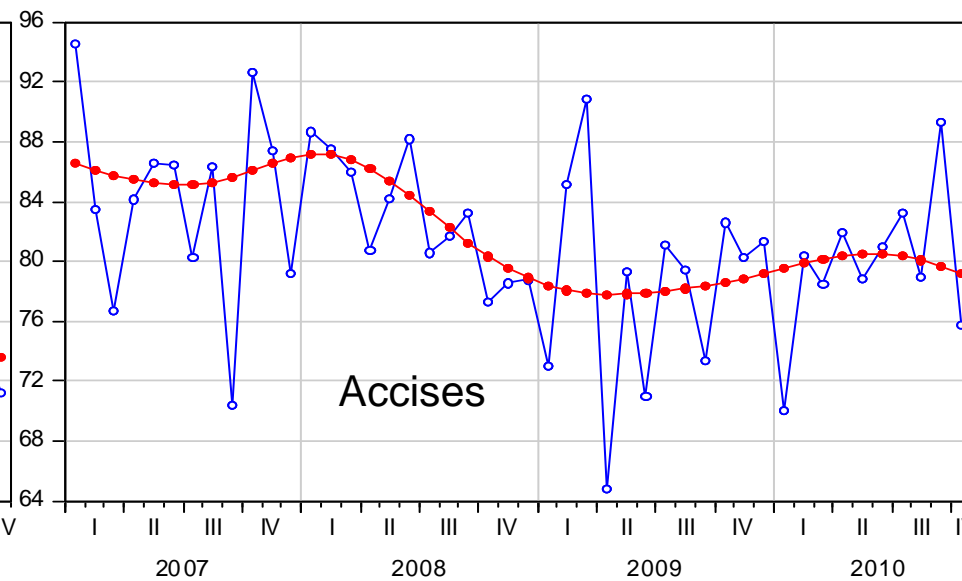
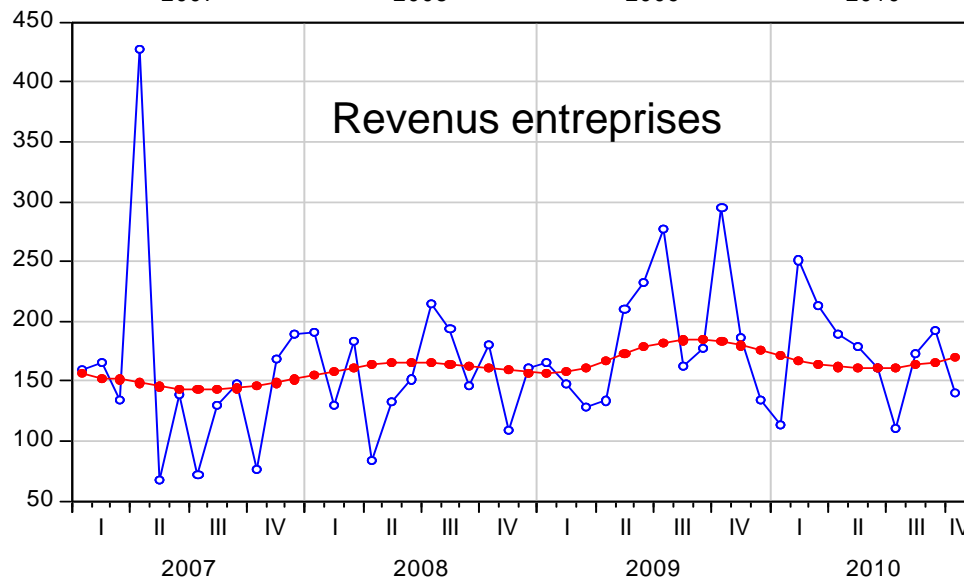
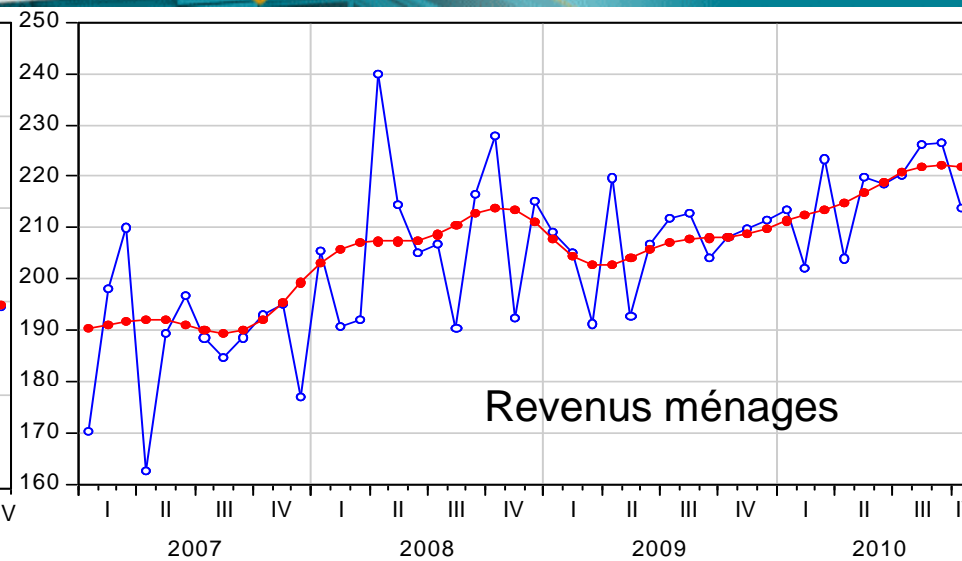
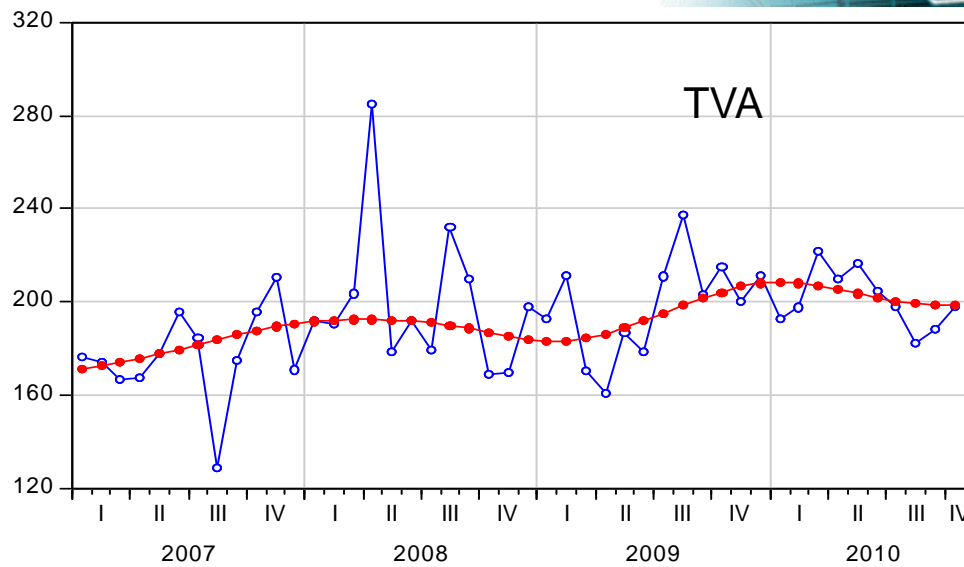
Recettes fiscales mensuelles[#] en 2010

	2008	2009	Evolution 2009/2008	Evolution janv.-oct. 2010/2009
	Unité: Mio EUR			En %
Taxes du type TVA	2 408	2 364	-1.8	3.0
Impôt retenu sur les traitements et salaires	2 124	1 996	-6.0	5.2
Impôt sur le revenu des collectivités	1 380	1 425	3.3	1.5
Impôt commercial communal	578	588	1.7	-2.4
Droits d'accise sur les huiles minérales	560	530	-5.4	0.7
Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	616	479	-22.2	31.2
Impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette	400	479	19.7	12.7
Droits d'accises sur les importations de tabacs	434	411	-5.1	4.8
Impôt retenu sur les revenus de capitaux	250	261	4.1	6.2
Impôt sur la fortune	169	211	25.1	-9.0
Taxe complémentaire prélevée sur les carburants	142	134	-5.7	-1.8
Autres	1 223	1 079	-11.8	-5.3
Recettes fiscales totales	10 158	9 814	-3.4	3.7

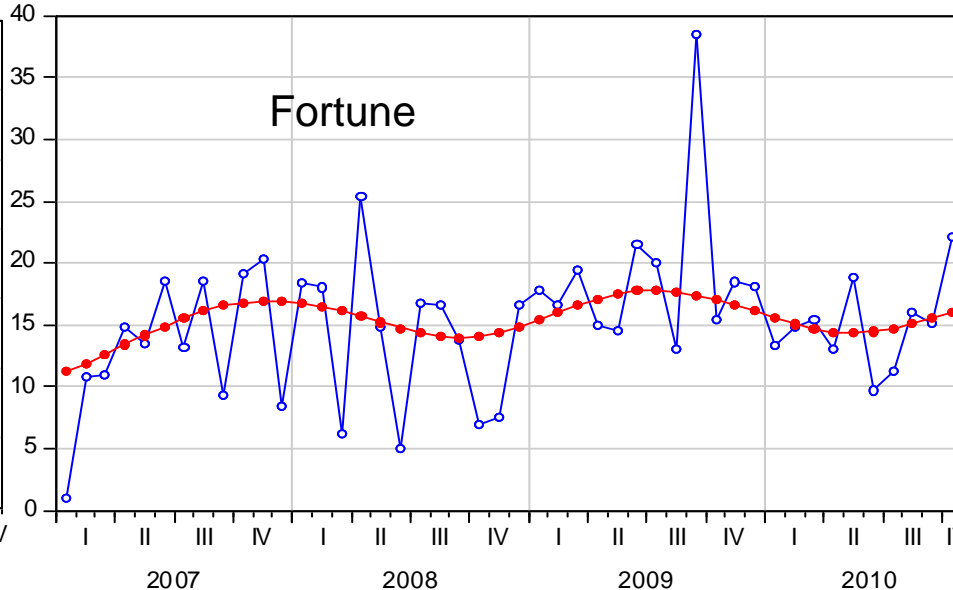
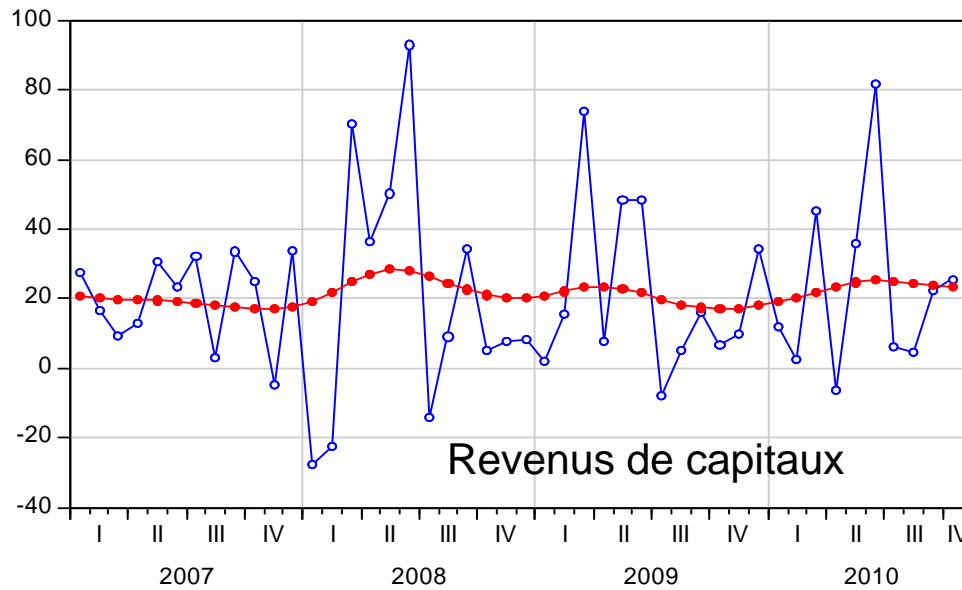
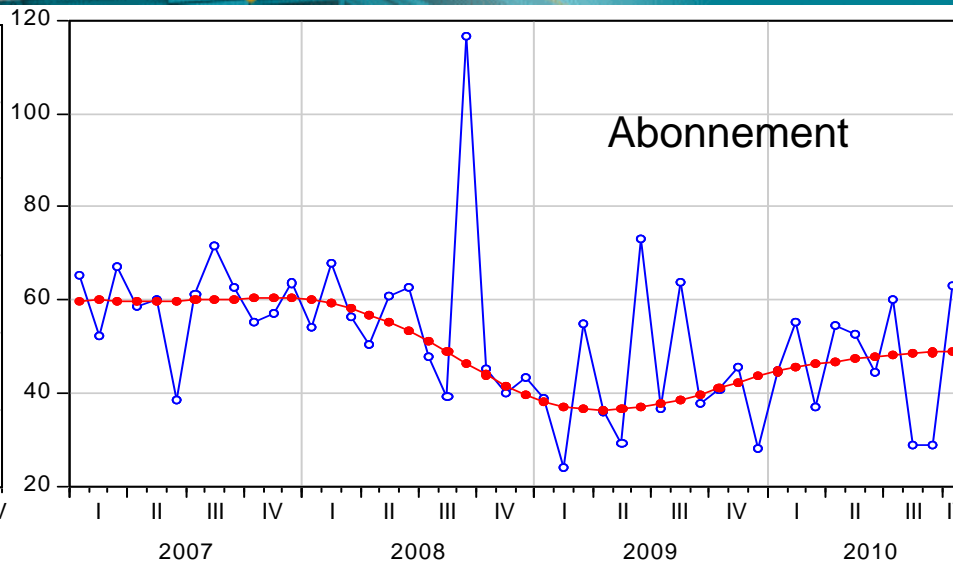
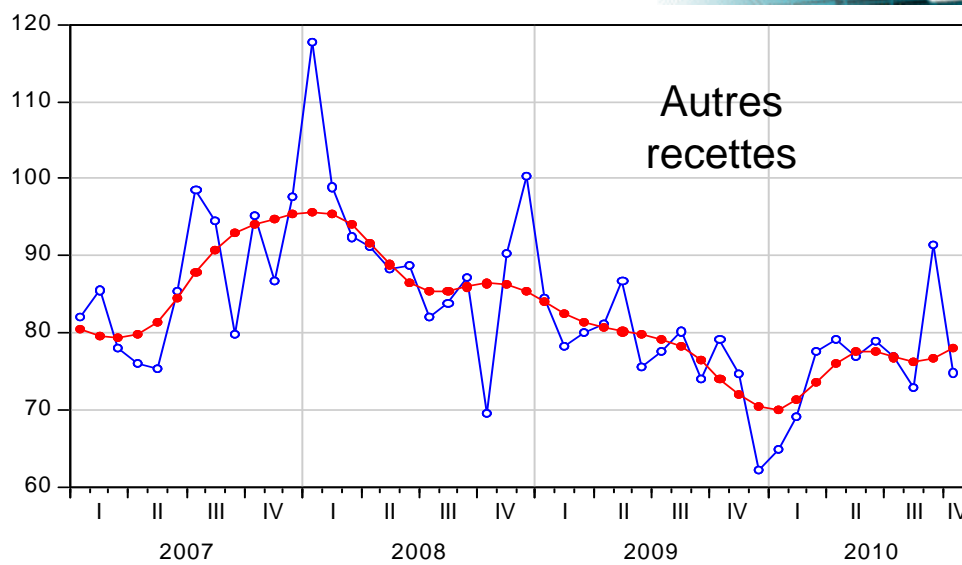
Sources: Administration des Contributions directes, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Administration de Douanes et des Accises; calculs STATEC

[#] Données en base caisse, différentes des données annuelles, établies en base "caisse transactionnalisée", figurant dans les Notifications pour déficit public excessif

Finances publiques



Finances publiques



*Merci beaucoup pour votre
attention*

Questions?